
dossier

Soutenir les dynamiques communautaires en Haïti pour renforcer la démocratie



Manifestations à Port-au-Prince, février 2019. Photo de Hector Retamal (AFP)

La chute de Duvalier en 1986 et l'adoption de la Constitution de 1987 marquent l'avènement d'une nouvelle ère politique en Haïti : la démocratie. Bien que la Constitution adopte les notions clés de la démocratie, corruption et manque de considération des besoins de la population sont des freins à sa mise en œuvre. Il n'est donc pas exagéré de dire que la longue transition qui a débuté en 1986, n'est pas encore arrivée à construire de solides institutions démocratiques en Haïti.

Aujourd'hui, le pays se débat dans une situation politique fragile, marquée par une déstructuration sociale et une détérioration économique sans précédent. Le retard dans le processus des requis de la démocratie est un sérieux handicap au développement économique, social et humain.

L'ONU, dans sa description de l'ODD 16, exprime que : « L'État de droit et le développement sont étroitement liés et se renforcent mutuellement, ce qui les rend essentiels pour le développement durable au niveau national et international. »

C'est dans cette optique que Le Centre de Recherche et de Formation Économique et Sociale pour le Développement (CRESFED), organisation haïtienne fondée en 1986, travaille pour contribuer à la transformation d'une société juste, inclusive et participative, dans un état de droit démocratique.

Poursuivant cet objectif, le CRESFED et Eirene Suisse, organisation qui œuvre pour la promotion de la paix et des Droits humains et qui appuie des organisations locales tel que le CRESFED, ont mis sur pieds un projet de citoyenneté pour les jeunes dans le sud d'Haïti.

Ce projet vise à accroître la conscience citoyenne des jeunes entre 18 et 28 ans et les encourager à s'intéresser et à s'engager dans les affaires publiques de leur communauté. En tant que volontaire d'Eirene Suisse au sein du CRESFED, je participe à la mise en œuvre de ce projet en mettant à disposition mes compétences en communication et plaidoyer, des outils de mobilisation citoyenne pour un changement durable.

Cette initiative s'inscrit dans une approche de développement *bottom-up* ou ascendante qui veille essentiellement à inclure les bénéficiaires directs dans la recherche de solutions appropriées à leur cadre de vie pratique et la protection de leurs droits.

Les activités du CRESFED s'appliquent aussi aux autorités locales avec lesquelles l'organisation travaille en collaboration. L'inclusion des autorités locales aux activités du CRESFED s'intègre à une démarche de renforcement du processus de décentralisation en vue d'assurer une gouvernance locale plus robuste.

Cet aspect est crucial pour l'atteinte de l'ODD 16. En effet comme le mentionne le CRESFED dans son Plan communal de développement d'Aquin (2012), « valoriser les compétences locales susceptibles de produire un développement auto-soutenu » contribue à « améliorer substantiellement les conditions d'existence et le cadre de vie de l'ensemble de la communauté (...) à travers une politique de gouvernance locale efficace et équitable. »

Eirene Suisse

Elise GOLAY

elisegolay@gmail.com

links

- [Constitution de 1987](#)
- [Inquiète, l'Union européenne appelle à la mise en place d'un nouveau gouvernement](#)
- [L'ONU, dans sa description de l'ODD 16](#)
- [CRESFED](#)
- [Projet de citoyenneté](#)
- [Collaboration du CRESFED avec les autorités locales](#)